



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant, dans le cadre de la mise en œuvre de solutions techniques permettant de diminuer les rejets de méthane, à adapter les conditions d'exploitation des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible exploitées par la société Storengy à Cerville**

**n° 2023-0329**

AIOT n° 0006200092

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié autorisant la société Storengy à poursuivre l'exploitation des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville ;

**Vu** le porter à connaissance du 7 avril 2023, déposé par la société Storengy relatif à la mise en œuvre de solutions techniques permettant de diminuer ses rejets de méthane sur son site de Cerville, complété en dernier lieu le 8 novembre 2023 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées AN/IP/835-2023 de la DREAL Grand Est du 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 5 décembre 2023 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** les observations de l'exploitant du 18 décembre 2023 sur ce projet d'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que la modification des conditions d'exploitation, avec la mise en œuvre de solutions techniques permettant de diminuer les rejets de méthane, contribue à limiter les rejets à l'atmosphère de gaz à effet de serre ;

**Considérant** que cette modification, qui n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, peut être qualifiée de notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que cette modification nécessite d'adapter les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié, portant autorisation d'exploiter des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers et inconvénients significatifs ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société STORENGY, dont le siège social est sis Bâtiment DJINN - 12 rue Raoul NORDLING - CS 70001 - 92270 Bois-Colombes, est tenue pour la poursuite d'exploitation des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville de respecter les prescriptions du présent arrêté modifiant et complétant les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié.

### **Article 2 : Brûlage à l'air libre**

Le contenu de l'article 10 de l'arrêté préfectoral 2006-622 du 08 décembre 2006 modifié est remplacé par le contenu suivant :

*« Le brûlage à l'air libre est interdit. Cette interdiction ne concerne pas les activités de torchage, ni les exercices d'intervention en cas d'incendie, ni les travaux faisant l'objet d'un permis de feu. »*

*Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites. »*

### **Article 3 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

L'antépénultième alinéa de l'article 38 de l'arrêté préfectoral 2006-622 du 08 décembre 2006 modifié est remplacé par l'alinéa suivant :

*« Tous les travaux de réparation, d'aménagement ou de maintenance conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits, etc.) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière. »*

Lors d'opérations de maintenance des ouvrages contenant du gaz naturel ou assimilé faisant intervenir des installations temporaires utilisées pour transférer le gaz d'un ouvrage vers un autre, ou des installations temporaires de combustion utilisées pour éliminer le produit de purges, l'exploitant réalise une analyse de risque spécifique préalable et prend les mesures adaptées, en particulier en ce qui concerne les consignes (moyens d'intervention, arrêts d'urgence, périmètres de sécurité, processus d'alerte, etc.). Cette analyse de risque est intégrée dans le système de gestion de la sécurité (SGS) conformément à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 et tenue à disposition de l'inspection des installations classées. »

L'alinéa suivant est ajouté avant le dernier alinéa de l'article 38 de l'arrêté préfectoral 2006-622 du 08 décembre 2006 modifié :

*« Chaque opération de torchage du gaz (purge par brûlage) est mise en œuvre en période diurne, entre 07H30 et 19H00. Elle fait l'objet d'une analyse de risque spécifique pour justifier le choix de l'emplacement, en particulier suite à la modélisation des flux thermiques. Cette analyse de risque est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. »*

*Préalablement à sa mise en œuvre, l'exploitant communique aux communes situées aux alentours de la zone de torchage ainsi qu'au service départemental d'incendie et de secours (SDIS), la date de l'opération de torchage ainsi que son utilité. »*

#### **Article 4 : Délais et voies de recours**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

#### **Article 5 : Exécution de l'arrêté et d'information des tiers**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Storengy

et dont une copie sera adressée à :

- Madame le maire de la commune de Cerville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

**19 AVR. 2024**

NANCY, le  
Le Préfet

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

  
Julien LE GOFF

